

**GENÈVE**

# Des magistrats opposés à Clé-de-Rive «à titre personnel»

La brochure pour les votations du 7 mars a été publiée en ligne vendredi. Il y apparaît que l'exécutif de la Ville encourage la construction d'un parking. Mais la plupart de ses membres y sont opposés.

**VENDREDI 22 JANVIER 2021 GUSTAVO KUHN, RACHAD ARMANIOS**



Les quatre magistrats verts et socialistes, Alfonso Gomez, Christina Kitsos, Sami Kanaan et Frédérique Perler, se déclarent tous personnellement opposés au projet du parking de Clé-de-Rive. KEYSTONE

**VOTATION CANTONALE GENEVOISE** «Un compromis équilibré pour une meilleure cohabitation entre les différents modes de transports et entre usagères et usagers dans l'espace public.» Voici comment est décrit le projet de construction du parking de Clé-de-Rive dans la brochure présentant l'objet soumis à votation le 7 mars en Ville de Genève, publiée vendredi en ligne. Ceci, dans le chapitre intitulé «commentaire des autorités». Officiellement donc, le Conseil administratif soutient bien la construction de cet ouvrage, décidé lors de la précédente législature mais combattue par un referendum. Cela, bien que la plupart des membres de l'actuel exécutif municipal, qui a pris ses fonctions le 1<sup>er</sup> juin 2020, y soient opposés. Une question de continuité et de

liens contractuels nous explique-t-on.

Il n'en reste pas moins qu'ils sont nombreux, à titre personnel, à vouer le projet aux gémonies. «Mon élection au Conseil administratif ne m'a certainement pas fait changer de position», affirme ainsi le vert Alfonso Gomez. «Je l'ai toujours dit: Clé-de-Rive est un projet anachronique, né d'un compromis qui n'a plus aucune raison d'être et qui est en contradiction avec nos objectifs environnementaux et climatiques. J'ai été élu pour mettre en œuvre mon programme politique. S'opposer à ce parking en fait partie. Il serait inimaginable que je le défende aujourd'hui.»

## **Davantage de réserve**

Le responsable des Finances de la Ville estime aussi que «étant donné la nouvelle configuration du Conseil administratif, la position de l'exécutif dans la brochure aurait dû être davantage critique quant à ce projet d'une autre époque, ou à tout le moins qu'il aurait dû faire preuve de davantage de réserve. Au niveau de la Ville, nous avons déclaré l'urgence climatique et une stratégie municipale sur la question est en train d'être élaborée. Dans ce cadre, Clé-de-Rive est un non-sens total qui va à l'encontre de la transition écologique que nous avons la responsabilité de mettre en œuvre. Quand on dit qu'on veut combattre de toutes nos forces le réchauffement climatique, il n'est pas possible de se positionner en faveur d'un tel projet.»

Sa collègue chargée de l'Aménagement et camarade de parti, Frédérique Perler, revendique aussi son refus personnel du projet. «Ma position n'a pas changé et n'est d'ailleurs un mystère pour personne: comme je l'ai souvent affirmé pendant la campagne électorale, je suis une militante verte opposée à la construction de nouveaux parkings qui ne reflètent pas la ville durable que je souhaite. Concernant la position du Conseil administratif, je vous renvoie au texte des autorités dans la brochure de votation», nous écrit-elle.

Une position partagée par la socialiste Christina Kitsos, qui nous renvoie elle aussi au texte officiel de présentation mais réitère son rejet de l'ouvrage. «Mon opinion personnelle sur cet objet n'a pas changé: je suis contre», explique-t-elle. La magistrate chargée de la Cohésion sociale n'en affirme pas moins que la Ville doit créer des places piétonnes, mais «sans parking en contrepartie». Ceci, «pour permettre aux Genevoises et aux Genevois de se réappropriier l'espace public. La qualité de vie en est grandement améliorée lorsque les habitant.e.s ont accès à des lieux conviviaux, sans pollution, fortement végétalisés jouant le rôle d'îlot de fraîcheur en été. Cela favorise également les rencontres et le maillage social.»

## Trafic intense et dangereux

De son côté, le maire, Sami Kanaan, ne se prononce pas non plus en tant que magistrat, rappelant le devoir de réserve des autorités pendant la campagne. Sur sa position personnelle, le seul rescapé de l'Exécutif qui avait porté ce projet nous renvoie à ses déclarations publiées dans *Le Courrier* l'année dernière, lors de la campagne pour les municipales. «Ce projet a mis du temps à aboutir. Au départ, enterrer les places sans en créer de nouvelles paraissait révolutionnaire. Mais aujourd'hui, ce parking n'a plus lieu d'être et je soutiens le référendum», affirmait-il dans nos colonnes en février 2020.

Au sein du Conseil administratif actuel, seule la PDC Marie Barbey-Chappuis soutient donc l'ouvrage. «Je suis favorable à ce projet qui permettra enfin d'avoir une vaste zone piétonne au centre-ville agrémentée de terrasses et d'un marché, explique la magistrate chargée de la Sécurité et des sports. Il est grand temps d'aller de l'avant. Refuser ce compromis signifierait repartir pour des années et des années de discussion comme on sait si bien le faire à Genève et se contenter, dans l'intervalle, d'un Rond-point de Rive abandonné à l'anarchie d'un trafic intense et dangereux.»